



FREEDOM MEDIA SEMINAR

FW 2024

**La liberté de la presse au service
du développement économique
au Burundi**



THINK TANK

CENTRE FOR
DEVELOPMENT
AND ENTERPRISES
GREAT LAKES

La liberté de la presse au service du développement économique au Burundi

Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Produit et Publié par Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Avenue Mutsinda, Kinindo, Commune Muha Bujumbura-Burundi

Boite Postale : 7188 Bujumbura-Burundi

Téléphone : + 257 22241575

Email: info@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Site web: www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique. La mission du CDE Great Lakes est de réduire les barrières de la prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Presse médiatique : contactez notre Directrice de la Communication, Madame Monia Wakana, wmonia@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

La liberté de la presse au service du développement économique au Burundi

0. Introduction

Les corrélations entre la liberté de la presse et les différentes dimensions du développement économique des sociétés sont évidentes. Que ce soit sur la pauvreté et ses différents aspects (monétaire, inflation, accès aux biens primaires, santé, éducation, agriculture, etc), sur la gouvernance économique ou sur les questions liées à l'économie en général, une presse libre a toujours une influence positive. Elle sert d'intermédiaire entre les individus (la population) et les décideurs (vice-versa), responsabilise le gouvernement et rend son action plus transparente, crée un environnement favorable aux affaires et à l'émergence économique, à une gestion plus efficace des affaires publiques, etc.

De nombreuses histoires de réussite démontrent l'autonomisation des populations via la libre circulation des idées et l'accès à l'information et au savoir. Les recommandations du séminaire sur la liberté des médias suggèrent qu'une presse plus libre peut aider à remplir les objectifs du millénaire pour le développement, mais surtout à assurer un niveau acceptable et viable de développement tels que y aspire le Burundi via la vision du Burundi émergent 2040, Burundi développé 2060. Le CDE Great Lakes, en encourageant la liberté de la presse, dote le pays d'un puissant outil de développement économique. Celle-ci constitue un instrument du développement en tant que tel, au même titre que l'éducation ou les investissements. C'est pour cette raison que la promotion de la liberté d'expression sur des questions économiques est de plus en plus considérée comme un moyen de promouvoir le développement humain, la sécurité économique, l'alimentation, etc ; et donc, plus généralement, de contribuer à la réduction de la pauvreté.

Ce document est rédigé pour mettre en valeur les corrélations entre la liberté de la presse et les différentes dimensions du développement du Burundi, et va permettre d'orienter et éclairer les différents acteurs au développement du Burundi (gouvernement, secteur privé, partenaires du développement et de la coopération au

développement, institution médiatiques, les universitaires, etc.) afin d'intégrer le rôle d'une presse libre vers la route de la prospérité d'ici 2040.

I. Propositions des reformes issues des échanges et du débat

Aux décideurs politiques

- Continuer à améliorer la libéralisation de la presse au Burundi, et la digitalisation de l'information.
- Renforcer les capacités du capital humain journalistique à traiter les informations économiques.
- Investir dans les médias en achetant les plages disponibles dans les programmes des médias pour que l'information économique soit diffusée.
- Disponibiliser une politique de communication accès sur la prospérité et l'émergence économique.
- Sensibiliser la population sur l'engouement des sujets économiques.
- Faire le plaidoyer du monde journalistique aux partenariats média-opérateurs économique, pour accroître le financement des médias.
- Donner des facilités d'accès à l'internet à moindre coût aux journalistes, et d'autres facilités fiscaux aux médias.
- Insérer des chargées de communication dans le bureau des études stratégiques du Burundi pour faciliter l'accès de l'information dans les services publics et privées.

Aux médias et aux journalistes

- Continuer à se former et à s'informer pour améliorer la qualité de l'information dans le secteur économique.
- Miser sur les succès story qui encourage et incite la population à la prospérité du pays.
- Faire la promotion du journalisme économique pour accompagner l'émergence du Burundi en 2040.

- Réduire le journalisme passif, de constat et superficiel, en instituant un journalisme d'investigation économique pour enrichir les informations officielles.
- Accroître la couverture médiatique des sujets liés aux sujets agricoles et à la sécurité alimentaire.
- Faire remonter l'information économique de la population vers les décideurs, et non seulement des décideurs vers la population.
- Rationaliser le champ médiatique en mutualisant les moyens et les coûts via la synergie des médias communautaires et nationaux.
- Faire la cartographie de l'audience pour cibler les auditeurs, et choisir les canaux de communication adaptés tout en réduisant le journalisme citoyen.
- Réduire la généralisation du traitement des sujets économiques, pour embrasser la spécialisation économique dans le traitement des données, tout en travaillant un réseau des journalistes économiques et en diversifiant les langues de communication pour profiter à la Zlecaf.
- Développer des émissions de changement de mentalité liées aux sujets économiques.

Aux CDE et à ses partenaires :

- Continuer à créer ce cadre d'échange en invitant le monde académique pour enrichir le travail des journalistes dans le secteur économique.
- Former les journalistes pour aller au-delà du rôle informatif, afin d'accomplir aussi le rôle éducatif sur les sujets économiques.
- Connecter les médias aux entreprises et aux universités pour une bonne collaboration triangulaire à aborder facilement les sujets économiques sous l'angle éthique et humain.



